

RECHERCHE

LE SPORT POWER RUSSE

Massimo Ciotola*

4 février 2022

En accueillant les Jeux olympiques d'hiver en février, la Chine inaugure une année 2022 qui s'annonce d'ores et déjà riche en rendez-vous sportifs sujets à controverse. Aux JO succèdera en effet en décembre la Coupe du monde de football au Qatar, première cuvée FIFA octroyée au Moyen Orient (et, partant, se tenant en hiver), dont tant le contexte d'attribution que le traitement humain des travailleurs migrants ont défrayé la chronique. Vilipendée, Pékin l'est autant que Doha : plusieurs pays occidentaux, au premier rang desquels les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie, ont joué la carte du boycott diplomatique, dénonçant ce que le président Biden a nommé « le génocide en cours (...) dans le Xinjiang ainsi que d'autres violations des droits de l'Homme », manquements que le sort de la joueuse de tennis Peng Shuai a d'ailleurs rappelé. La pandémie s'est elle aussi invitée sur le terrain diplomatico-sportif, plusieurs pays ayant murmuré leur décision de ne pas envoyer de représentants à Pékin, en vertu cette fois de raisons sanitaires – c'est le cas de la Belgique. La covid-19 se mue ici opportunément en une congère de plus parmi l'avalanche perpétuelle de liaisons dangereuses qu'entretiennent sport et relations internationales, comme en atteste la volée de bois vert adressée par les dirigeants serbes à leurs confrères australiens dans l'imbroglio autour de Novak Djokovic.

* Massimo Ciotola est diplômé du Master en Relations internationales, finalité diplomatie et résolution des conflits, UCLouvain (2021). Cet article est issu de son mémoire de fin d'études intitulé « Le sport comme instrument de soft power de la Russie de V. Poutine ». L'auteur remercie son promoteur de mémoire ainsi que L. Aubin dont les travaux sur la géopolitique du sport ont été à l'origine de cette recherche.

Vladimir Poutine, pour sa part, sera bien de la partie. La Russie elle-même a souvent fait l'objet d'accusations de *sportswashing*, pour reprendre la terminologie d'Amnesty International. C'est donc en connaissance de cause que, lors de sa conférence de presse annuelle le 23 décembre dernier, le président russe appelait de ses vœux à cesser « d'utiliser le sport à des fins politiques », ligne également défendue par Thomas Bach, le président du Comité International Olympique (CIO). Pour Moscou, ces JO d'hiver seront aussi l'occasion de reléguer définitivement les JO de Salt Lake City (USA), vingt ans plus tôt. La faible performance des Russes à cette époque avait été le déclencheur d'une refonte complète de son système sportif et avait marqué le lancement *urbi et orbi* d'une véritable diplomatie sportive. La restauration du prestige national à travers la diplomatie sportive a créé un lien indéfectible entre *soft power* et *sport power* russes. Le *sport power* russe se déploie sur tous les terrains (hygiénisme social, rhétorique musclée, verticale du pouvoir, lobbying auprès des instances internationales, organisation de compétitions sportives) pour renforcer le *nation branding* porté à bout de bras par V. Poutine.

1 *Soft power, storytelling et nation branding* : les trois pièces d'un billet gagnant

Le très précurseur *soft power* de Joseph Nye apparaît alors que l'URSS se délite. La décennie 1990 consacre en effet l'*american way of life* et l'*hyperpuissance* chère à Hubert Védrine. Exsangue, la Russie n'a alors plus voix au chapitre et constate l'affirmation d'une hégémonie dictée par Washington. Convaincu que c'est dans sa mécanique de domination idéologico-culturelle que le moteur soviétique a toussé, J. Nye préconise alors à son pays de poursuivre les efforts pour séduire au-delà de ses frontières, à travers sa culture, sa langue, ses valeurs ou encore ses médias. La puissance par la mise en scène, en somme – en atteste l'exceptionnel vecteur de *storytelling* que s'est révélé être Hollywood.

Avec la multiplication d'acteurs non-étatiques et transnationaux ainsi que la digitalisation de l'information, il incombe à chaque pays de soigner son image. Tantôt pernicieuse, tantôt bienfaisante, l'essence du *soft power* pourrait, dans sa forme la plus schématique, se résumer à amener des acteurs de la scène internationale à réfléchir et à agir d'une manière qui serve les desseins de son auteur en attirant plutôt qu'en menaçant, contraignant ou payant (Nye, 2021).

Le *soft power* fait la part belle à la perception de l'attractivité d'un État, que ce soit par l'action des dirigeants, de sa société civile ou de la contre-culture qu'elle génère. C'est pourquoi J. Nye envisage plus aisément le *soft power* de pays où la parole est plus libérée qu'en Russie ou en Chine. Ces dernières, souvent accusées de transgresser la frontière entre séduction et propagande, disposent d'une marge de manœuvre limitée dans l'exercice de leur *soft power*.

Distinct mais connexe au *soft power*, le *nation branding* se définit comme l'effort conscient d'un État de faire valoir une image à l'étranger (Fan, 2008). Le *nation branding*

est ancien, mais il s'est professionnalisé au XX^{ème} siècle avec l'apparition d'agences de relations publiques.

C'est précisément ce qu'a entrepris V. Poutine à son arrivée au Kremlin au tournant du millénaire : ériger la Russie au rang de puissance sportive. Par « leur caractère dramatique, leur portée internationale et leur attrait majeur pour les masses » (Roche, 2000), l'accueil des compétitions sportives joue un rôle essentiel. Lukas Aubin (2021) cite pêle-mêle les Championnats du monde « de biathlon (2003, 2010, 2011), de lutte (2002, 2010), de natation (2015), de pentathlon moderne (2011, 2016), de gymnastique artistique (2010), de sambo (2005, 2012), de volleyball (2007), de luge (2015), de curling (2011), d'haltérophilie (2011), de hockey (2007, 2016) », auxquels s'ajoutent les Universiades d'été de Kazan (2013) et d'hiver de Krasnoïarsk (2019), sans oublier bien sûr les JO d'hiver de Sotchi (2014) et la Coupe du monde FIFA (2018). Certes, leur portée diffère à plusieurs égards : les JO sont « plus universels dans la mesure où tous les pays participent alors que seuls 32 pays qualifiés se retrouvent dans le tournoi de la Coupe du monde ». En même temps, « les JO se déroulent dans une seule ville alors que la compétition de football est étendue à tout un pays ». En tout état de cause l'« écho planétaire » (Boniface, 2018) des JO ou des Coupes du Monde FIFA est comparable. Pendant un mois, les projecteurs sont braqués sur un unique pays, ceci en dépit d'une « ère où les consommateurs ont l'embarras du choix » (Orttung, 2018).

La Russie traverse, de 2014 à 2018, une « période de grand bond en avant sportif », point d'orgue de vingt ans de *sport power*. Si la tenue en Russie de ces événements à l'impact politico-médiatique sans commune mesure est décidée préalablement, ce plan quadriennal coïncidera à point nommé avec « la vaste offensive de charme mêlant *hard* et *soft power* » lancée par V. Poutine à son retour à la présidence en 2012, réaffirmant le statut russe de puissance néo-impérialiste (selon la classification de Wigell, 2016).

1.1 Sport et soft power

Le sport intègre la puissance douce de diverses manières. L'accueil de compétitions sportives diffusées en mondovision et drainant des millions de participants, touristes et spectateurs constitue une formidable vitrine d'exposition pour le pays hôte... À condition de savoir en tirer profit, car le coût financier et environnemental d'événements tels que les JO ou le *Mundial* de football est faramineux. Le sport est aussi un vecteur de patriotisme inestimable, d'autant plus pour des régimes à forte empreinte nationaliste pour lesquels l'obligation de l'emporter est à peine voilée.

Ainsi, la majorité des indices de *soft power* mentionnent le sport parmi leurs critères de classement : celui du *Monocle* (magazine britannique d'affaires internationales), de l'*Institute for Government* et du *Soft Power 30* (*think tanks* britannique et américain) ou encore celui établi conjointement par les Moscovites du parc technologique de Skolkovo et les Britanniques du cabinet *Ernst & Young*, tous rangent ce critère aux côtés du tourisme ou de la musique (Rusakova & Korneeva, 2016).

1.2 Quel soft power pour la Russie ?

Maxime Audinet (2017) postule que le *soft power* de la Russie serait différent de celui de ses homologues occidentaux car il s'inscrit dans une démarche d'opposition à ceux-ci. Si le concept même de *soft power* se marie assez mal avec la vision conservatrice d'États autoritaires ou illibéraux (Barr et al., 2015), il a néanmoins réussi à susciter un vif intérêt en Russie (Loukianov, 2013). Après une décennie 1990 passée à panser les plaies de l'effondrement de l'URSS, le pays parvient durant la décennie 2000 à se désengluier du marasme économique. Grâce au spectaculaire redressement interne fort d'une croissance annuelle moyenne de 7% entre 2000 et 2008 (Conde, 2009), la Russie a pu à nouveau présenter un modèle attractif. La première mention explicite du *soft power* (*miagkaïa sila*) apparaît en 2013 sous la plume du ministère des Affaires étrangères, dans le *Concept de politique extérieure de la Fédération de Russie* qui mentionne explicitement le *soft power* comme « une partie intégrante de la politique internationale ». La méfiance n'a pas pour autant disparu et transparait dès les lignes suivantes : « Dans le même temps, l'accroissement de la concurrence mondiale et des situations de crise conduisent à un risque que le *soft power* ne soit utilisé de manière illégale et dévastatrice, à des fins de pression sur des États souverains, d'ingérence dans leurs affaires internes et de manipulation de l'opinion publique, en ce compris via le financement à l'étranger de projets humanitaires et de protection des droits de l'Homme ».

Pour renforcer son *soft power* dans son *étranger proche* et au-delà, la Russie mise sur des vecteurs « à l'occidentale » tels que les canaux d'information en continu *Russia Today* et l'agence *Sputnik*. Allègrement subventionnés par l'État russe mais régulièrement dénoncés pour désinformation, ces canaux n'en demeurent pas moins de réels succès. RT est aujourd'hui diffusée dans plus de cent pays et se targuait, en 2020, d'être le réseau d'information le plus vu globalement sur *Youtube*. La ligne éditoriale de RT rivalise agressivement avec « la machine propagandiste » de l'Occident (Poutine, 2008). Cette stratégie informationnelle culmine au lendemain de l'Euromaïdan et l'annexion de la Crimée, et se caractérise par une surmédiatisation d'événements (manifestations, attentats) en Occident, pour présenter au spectateur des démocraties libérales en crise existentielle, où l'État prend l'eau, dessinant en filigrane et par opposition le portrait d'une Russie gardienne de l'ordre et des véritables valeurs européennes. À côté de ces *modi* conventionnels, l'impasse ne saurait être faite sur les plus discrètes mais pernicieuses *fermes à trolls*, dont l'influence (et ingérence) extérieure n'est plus à démontrer.

Tatiana Kastouéva-Jean (2018) identifie trois axes majeurs autour desquels le Kremlin déploie sa puissance douce : l'organisation d'événements sportifs majeurs, le relais médiatique d'un point de vue alternatif et la promotion de sa langue et sa culture. Bien que les instituts Pouchkine ne soient pas aussi répandus que les instituts Confucius ou les Alliance française, le nombre d'étudiants du russe à l'étranger n'en demeure pas moins important. C'est bien au sein de l'espace post-soviétique et de la CEI que langue et culture russes continuent de bénéficier d'une réelle influence. S'y trouvent des audiences

faites de « compatriotes de l'étranger » appartenant à la diaspora russe ou assimilées par la richesse des liens historico-culturels ; elles sont désignées par le Kremlin par la notion de *rousskii mir* (monde russe). Le russe serait ainsi, après l'anglais et le chinois, la langue la plus parlée dans le monde avec 500 millions de locuteurs, natifs ou non (Tiido, 2018). Elle est utilisée avec insistance comme un vecteur linguistique de *soft power* en Ukraine ou en Asie centrale, où elle constitue un levier d'influence majeur par son statut de *lingua franca* (Duchâteau, 2019). L'Église orthodoxe russe, après les persécutions subies en URSS, a été entièrement réhabilitée par V. Poutine, et joue également un rôle important dans les relations diplomatiques de la Russie, notamment dans les Balkans.

Quant à la question de savoir si le *soft power* russe fonctionne – au sens d'une perception modifiée dans le chef des partenaires internationaux, plusieurs lectures sont possibles. Tatiana Kastouéva-Jean en propose trois. La première est optimiste : le Kremlin séduit une frange non-négligeable des sociétés et élites occidentales, qui le perçoivent comme un interlocuteur privilégié, *a fortiori* des chefs d'État sensibles au multilatéralisme, au souverainisme ou à la préservation des traditions nationales. Le prestige dont jouit la Russie dans les domaines scientifiques et artistiques est avéré, et sa *lingua franca* qui baigne l'Eurasie est sans commune mesure, s'exprimant à travers télévision et internet russophones (un « *Runet* » qui s'appuie notamment sur moteur de recherche Yandex et le réseau social VKontakte).

La deuxième, pessimiste, a pour postulat qu'associer *soft power* et Russie relève de l'oxymore puisque le premier serait l'apanage des États ayant complètement embrassé les valeurs occidentales libérales. Les outils de *soft power* déployés par la Russie ne seraient rien de plus que des *villages Potemkine* empêchant le pays de se muer en modèle réellement attractif pour son étranger lointain. Dans son étranger proche, le manque d'intégration au sein même de la CEI serait un cruel aveu d'échec de la Russie. L'annexion de la Crimée, le soutien indéfectible à Bachar el-Assad – et, plus récemment, la menace militaire sur l'Ukraine – ont durablement détérioré les relations diplomatiques de la Russie avec l'Occident. En 2017, J. Nye évoquait même, au sujet de la Russie, l'idée d'un *soft power négatif* : « la guerre de l'information menée par la Russie peut ébranler ses rivaux et réduire leur attractivité, donc leur *soft power* ».

La troisième, elle, se situe à mi-chemin entre optimisme et pessimisme. La Russie posséderait bien une réelle puissance douce mais celle-ci serait davantage le fruit de l'héritage soviétique, dont Moscou continuerait fortuitement de récolter les bénéfices sans pour autant la renouveler. Le *soft power* grossièrement déployé en *contre-propagande* trouverait avant tout sa source dans le non-renouvellement des hommes forts du Kremlin, souvent issus de l'école soviétique. La rhétorique manichéenne d'un jeu à somme nulle fait d'affrontement systématique avec l'Occident, jadis efficace mais désormais désuète, engendrerait la tendance à la propagande et décrédibiliserait l'objectif visé (Barr et al., 2015).

In fine, la nature et l'efficacité du *soft power* russe continuent d'alimenter le débat. Il demeure « le reflet d'une opposition discursive à l'Occident libéral » (Audinet, op. cit.),

un atavisme soviétique qui tombe à pic lorsqu'il s'agit de sport, tant ce dernier s'inscrit dans la continuité des stratégies de prestige du Kremlin, que ce soit sous drapeau soviétique ou russe.

2 De Gorbatchev à Eltsine, déclin et capitalisation, « fuite des cerveaux et des muscles »

Au dénouement de la Guerre froide, le sport s'offre en parfaite allégorie de la lente agonie qui étouffe l'Union soviétique. Les raisons sont à trouver en amont. En effet, pendant des décennies, le Parti finance le sport sans limite et le bilan de 1952 à 1988 est faramineux : l'URSS caracole en tête du classement des médailles estivales de 1956 à 1960, puis de 1972 à 1988 (à l'exception des JO de 1984, boycottés), et de celles hivernales de 1956 à 1988, devancée uniquement en 1968 et 1984 (Lagrue & Laget, 2015). En excluant les JO aux boycotts mutuels de 1980 et 1984, l'URSS bat les États-Unis par douze fois (!) sur quinze participations simultanées. Les sportifs soviétiques, à qui sont offerts des reconversions politiques et des traitements de faveurs tel que le droit de voyager à l'étranger, sont en outre choyés financièrement (Riordan, 1993).

Mais tout le secteur n'est pas logé à la même enseigne. Derrière l'extravagance de héros du modèle communiste se cache en fait un tableau moins reluisant. D'une part, le revers de la médaille pour des athlètes sujets pendant leur carrière à une pression extrême revient souvent à une usure précoce suscitée par les chocs émotionnels et physiques endurés (Brokhin 1978, in Dufraisie, 2018). D'autre part, leur aura est ternie par les réformes gorbatchéviennes à partir de 1985 (Dufraisie, 2019). La libération de la parole laisse affleurer des reproches jusqu'alors conservés sous le boisseau, dont les deux poids, deux mesures qui régissent la politique sportive. Car les investissements massifs consentis à la partie émergée de l'iceberg, les étendards olympiques, se font au détriment du sport de masse qui reste dans un état végétatif. Moscou a beau s'enorgueillir de sa piscine *Moskva*, encensée à l'époque pour être la plus grande du monde, l'URSS compte mille fois moins de bassins que les États-Unis et « ne possède en 1991 que huit stades d'une capacité supérieure à 50000 personnes, la Californie en comptant alors neuf à elle seule ». Les Soviétiques patinent même sur leur terrain préféré ; ils comptent une centaine de patinoires couvertes, contre 10000 au Canada (Bourg & Gouguet, 2012). La disparition soudaine de la manne publique aggrave les « handicaps d'une démocratisation réelle de l'accès au sport ». Paradoxalement, ce fossé entre élites olympiques et sport populaire n'est pas sans rappeler les critiques adressées jadis par les bolchéviks au sport promu par le CIO « dans les pays bourgeois ».

Pour couronner le tout, la libéralisation économique à marche forcée, amorcée par M. Gorbatchev et amplifiée par B. Eltsine, entraîne la capture des fédérations sportives par des investisseurs privés parfois peu scrupuleux (Bourg & Gouguet, op. cit.). Avant l'arrivée au pouvoir de V. Poutine, plusieurs milliers d'entraîneurs et athlètes de haut rang ont déserté le pays pour gagner les terrains américains et européens dans une véritable « fuite massive des cerveaux et des muscles » (ibid). Le réveil d'une Russie démembrée

de ses quatorze républiques *sœurs* est particulièrement brutal : la perte de 25% de son territoire a pour conséquence la disparition de quelque 40% de ses infrastructures et de 50% de son vivier d'athlètes d'exception. Le milieu du sport, comme les autres secteurs à la même époque, plonge dans un chaos sans précédent et tombe dans les mains du crime organisé mené par les *Vory v zakonie* (Voleurs dans la loi) (Galeotti, 2018), dont Boris Eltsine lui-même se fera le complice (Andreff, 1999).

3 Le phœnix renaît de ses cendres

Le passage à vide que connaît le sport russe touche à son terme avec l'ascension de Vladimir Poutine à partir d'août 1999. Sa prise de fonction est en effet synonyme de restauration pour la Russie, *de jure* et *de facto* héritière de l'URSS, mais à qui la décennie précédente au parfum de bérézina avait offert pour seul *satisfecit* les legs de l'arsenal nucléaire et du siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Le volontarisme international retrouvé sous la houlette de Poutine n'étonne pas : le président russe avait décrit l'effondrement de l'URSS comme « la plus grande catastrophe géopolitique du siècle dernier ». La renaissance du phœnix russe sera donc aussi celle du sport, dont le Kremlin n'oublie pas le potentiel mobilisateur. Comme souvent en Russie, la politique s'inscrit dans le temps long et celle sportive n'échappera pas à la règle, tant elle rappellera le façonnement d'un *homo sovieticus*, d'un Stakhanov se muant en parfait athlète et digne représentant d'un pays qui glana tant de médailles avant de tomber en décrépitude.

3.1 Homo russicus : entre tabula rasa du passé et inspiration de l'homo sovieticus

S'il déplore l'éclatement de l'Union soviétique, V. Poutine n'en reste pas moins lucide sur ses insuffisances : « celui qui ne regrette pas la destruction de l'Union soviétique n'a pas de cœur, celui qui veut sa reconstruction à l'identique n'a pas de tête » (2005, in Mongrenier, 2016). Le sport reflète parfaitement cette *forma mentis*, caractérisé dans la Russie moderne par un incessant mouvement de balancier entre inspiration directe du passé soviétique d'une part, et volonté de se défaire de ses aspects les moins reluisants d'autre part.

Les Jeux d'hiver de Salt Lake City en 2002 sont une « descente aux enfers pour les Russes et une honte nationale » (Genté & Jallot, 2018). Outre une cinquième place historiquement mauvaise au classement (« sur les douze éditions précédentes, la Russie avait occupé le premier rang mondial à neuf reprises », Bourg & Gouguet, op. cit.), des skieuses de fond sont mêlées à une affaire de dopage tandis que la fédération russe de patinage artistique est éclaboussée par un scandale de corruption des juges. À son retour au pays, la délégation russe est accueillie personnellement par le président dans sa résidence à Novo-Ogaryovo. Il leur réserve un discours s'efforçant tant bien que mal de dissimuler sa déception mais qui, surtout, dresse les lignes directrices qui guideront dès

lors le *modus operandi* du Kremlin. Les propos de circonstance en guise de mise en bouche (« De manière générale, la performance de notre équipe nationale peut être considérée comme tout à fait satisfaisante. (...) Nous n'avons pas décroché les huit médailles d'or espérées, mais là n'est pas le plus important ») sont suivis, en vrac, des « conclusions qui doivent être tirées dès maintenant » ; « les JO modernes ne se résument plus à un événement sportif ; entrent aussi en jeu des intérêts financiers et d'importantes ressources *de propagande* » ; « si nous voulons que nos sportifs l'emportent, nous devons au préalable leur procurer tout le nécessaire » ; « il est impératif de tirer les leçons de ces JO d'hiver pour préparer le futur. Il faut développer les infrastructures, construire de nouvelles patinoires, des pistes de ski » ; « le prestige du sport russe et de la Russie en dépend » (Poutine, 2002, dans Aubin, 2021). Le ton est donné et, très vite, les actes (de loi) embrassent les paroles.

3.2 Rhétorique politique musclée

Le sport est en effet rapidement mis à l'honneur dans des déclarations officielles de politique étrangère et autres documents gouvernementaux ; c'est que « de la clarté de la formulation de ces lois dépendra le résultat de la diplomatie sportive russe » (Cheliagina, 2016). Citons ainsi les *Principales orientations de la politique de la Fédération de Russie dans le domaine de la coopération culturelle et humanitaire internationale*, édictant en 2010 que « les échanges sportifs, le soutien au mouvement olympique ainsi que la participation massive de représentants du sport russe dans les plus grandes compétitions internationales doivent être considérés comme une composante inaliénable du plan d'action sur la scène internationale, car ils sont en mesure de contribuer considérablement à un dialogue culturel et au prestige de la Russie ». Cette vision du sport comme catalyseur est entérinée dans le *Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie* en 2013, qui appelle à « œuvrer pour créer une image positive de la Russie correspondante au prestige de sa culture, son éducation, *ses performances sportives* et scientifiques (...) et créer les instruments pour influencer son image dans le monde et améliorer la mise en œuvre de la *puissance douce* ». La *Stratégie de développement de la culture physique et du sport dans la Fédération de Russie jusqu'en 2020*, adoptée en 2009 par un Poutine alors Premier ministre, note que « les victoires sportives permettent de façonner une image positive du pays sur la scène internationale » avant de fixer pour objectif « la victoire de l'équipe nationale russe lors des Jeux d'hiver de 2014 à Sotchi et des Universiades d'été de 2013 à Kazan ». Un but atteint avec succès, comme s'en félicitait la *Stratégie de développement de la culture physique et du sport dans la Fédération de Russie jusqu'en 2030*, adoptée en 2020.

En outre, depuis 2009 et par oukase présidentiel de Dmitri Medvedev, le forum international *La Russie est une puissance sportive* a lieu annuellement et rassemble « plus de 3000 participants, dont des membres de fédérations sportives russes et internationales, des organes des pouvoirs fédéraux et régionaux, et des personnalités issues du mouvement olympique et du monde des affaires » (*Russia – Sports Power*, 2021). Citons enfin ces propos de l'actuel président, qui assénait, en écho à l'héritage

soviétique, que « la *fizkultura*, le sport, n'est pas du divertissement mais bien une affaire d'État. En dépendent et la résolution de nos problèmes démographiques, et la santé de notre nation. C'est une mission politique liée au prestige du pays sur la scène internationale et à la démonstration de notre politique sociale de santé » (Poutine, 2019).

Vaste plan d'éducation sportive, la *fizkultura* (pour *fizitcheskaïa kultura*, i.e. culture physique) avait été conçue en 1923 par le Parti communiste et son Conseil suprême de la culture physique (CSCP), pour faire de l'athlète soviétique non pas une arlésienne mais bien un parangon aux vertus atteignables. Le sportif était mis en scène comme une personne épanouie physiquement et intellectuellement – faisant des études, jouant aux échecs, maîtrisant les bonnes manières en société. C'est précisément ce potentiel d'exemplarité qui poussa les dirigeants du Parti à exploiter le sport, après plusieurs atermoiements au début des années 1920 quant à la pertinence d'encourager la compétition et la culture de son propre corps dans une société se voulant par essence collective (Dufraisse, op. cit.). De plus, la *fizkultura* hygiéniste était perçue comme la voie vers une productivité ouvrière accrue : muscler la sangle abdominale optimise les performances dans les usines, appelées à être galvanisées par les premiers plans quinquennaux visant l'industrialisation massive de l'URSS. L'émulation de l'exercice physique pour cet *homo sovieticus* se mêlait allègrement à la mouvance du *stakhanovisme*, née après une opération de propagande stalinienne de 1935 autour de la figure du mineur Alekseï Stakhanov, exhibé en petit père des vertus de sacrifice au travail pour avoir, selon la *Pravda*, extrait quinze fois plus de tonnes de charbon que demandé (Depretto, 1982).

En parallèle, le président ressuscite en 2014 le programme soviétique GTO (*gotov k trudu i oborone* – prêt pour le labeur et la défense), programme d'éveil physique composé de plusieurs épreuves (allant de la course à la natation, jusqu'au tir et au lancer de grenade) à destination des jeunes, introduit en 1931 et disparu en 1991. Après un hiatus de deux décennies, Poutine remettait ainsi au goût du jour une éducation physique scolaire au parfum soviétique : il conserve l'appellation originelle « en hommage à notre histoire nationale » (cité par Pechkova, 2014). Ces épreuves physiques ne sont pas prises à la légère : les performances sportives des écoliers sont prises en compte dans leur dossier d'admission aux universités et instituts du pays. Les jeunes les plus brillants sont aussi invités à participer aux « jeux militaro-sportifs *Zarnica*, *Orlionok* et *Pobeda*, qui reproduisent des exercices militaires » grandeur nature (Laruelle, 2014). Le programme n'est toutefois pas limité aux établissements scolaires puisqu'il est ouvert à tout citoyen âgé de 6 à 70 ans. Ainsi, en 2015 et sur initiative du ministre des Sports Vitali Moutko, le nombre d'habitants y prenant part devenait l'un des critères d'évaluation des gouverneurs et du « développement socio-économique de leur région » (Voronov, 2015).

Éducation physique à marche forcée aux relents soviétiques, le programme GTO est l'un des symptômes d'un contexte plus global d'initiatives visant à cultiver le patriotisme envers la *rodina* et la militarisation de la société russe. *Compétences de base en sécurité des personnes* (discipline scolaire enseignée de 6 à 18 ans et héritière de la *Formation militaire de base* dispensée dans les écoles soviétiques) ; maniement d'AK-47 dans les

écoles en hommage au centième anniversaire de son inventeur éponyme Mikhaïl Kalachnikov (Starikova & Mironova, 2019) ; instrumentalisation politique du *Régiment immortel* (initiative pourtant née parmi la société civile, voir Fedor, Kangaspuro, Lassila & Zhurzhenko, 2017) pour bâtir une légitimité basée sur la mémoire collective de la Grande Guerre patriotique (et, de Katyn à Sandarmokh, en éliminer les pages les plus indicibles) ; création, sous l'impulsion du ministre de la Défense Sergueï Choïgou, du mouvement militaro-patriotique *Younarmia*, qui promeut l'éducation patriotique et le sport parmi la jeunesse russe et s'inspire directement du *Komsomol* communiste (Babich, 2020) – les exemples font florès.

3.3 Mise au placard du zapoï

Par ailleurs, si l'héritage soviétique est omniprésent dans ces offensives mêlant inexorablement sport et culture physique, la lutte contre l'alcoolisme, maintes fois tentée en URSS mais jamais concrétisée, va se révéler être l'un des chevaux de bataille de V. Poutine, l'un de ces plus grands succès aussi. Ici aussi, *nihil novi sub sole* ; la *fizkultura* des années rouges avait déjà voulu dompter un peuple au sein duquel l'alcoolisme était prégnant, objectif à l'époque mis en évidence par Nikolaï Semachko, premier président du CSCP (Mikirtichan, 2014). Iouri Andropov et Mikhaïl Gorbatchev avaient à leur tour lancé de vastes campagnes impopulaires de prohibition mais, malgré un succès initial, la radicalité des mesures avait créé une expansion du marché noir et de l'alcool de fabrication artisanale (Jargin, 2010). La situation était même allée de mal en pis la décennie suivante, avec un président Eltsine au penchant affiché pour les spiritueux et la fin d'un monopole d'État laissant libre cours à la diminution des prix.

Avec Poutine, la romantisation du *moujik* viril et imbibé de vodka, à l'œuvre dans les productions de *Mosfilm* ou dans les caricatures du très populaire magazine satyrique *Krokodil* (Jargin, 2010), est définitivement mise au placard. Les années 2000 sont celles d'un modèle attractif plus englobant, porté par le président russe lui-même, qui ne lésine ni sur les moyens, ni sur sa propension à poser devant les objectifs. Car il y a urgence : au début des années 1990, « un homme sur deux en âge de travailler allait mourir prématurément à cause d'une consommation abusive d'alcool » (OMS, 2019). En 1994, l'espérance de vie des hommes russes atteint le seuil historiquement bas de 57 ans. En 2003, la Russie établit un autre record avec « une consommation moyenne annuelle de 20,4 litres d'alcool » (The Lancet, 2019), tandis qu'en 2004, seuls « 10% des Russes ont une activité sportive, contre 40% des Américains » (Bourg & Gouguet, op. cit.).

Le gouvernement prend la question à bras-le-corps et entame une restructuration du marché de l'alcool. Finie la liberté complète dont avaient joui les producteurs depuis la dissolution de l'URSS : dès 2000, l'entreprise publique *Rosspirtprom* (aujourd'hui administrée par Arkady Rotenberg, intime de V. Poutine) est créée et prend le contrôle de « plus de la moitié des producteurs russes de spiritueux, faisant du gouvernement le plus gros producteur du pays » (Neufeld et al., 2020) et lui permettant, partant, d'établir aisément des quotas de production et régulation. En 2005, le président reconnaissait

publiquement le « problème de la dépendance à l'alcool et sa fabrication artisanale, menant à de nombreux décès » (Poutine, 2005). La même année, des amendements sont apportés à la Loi Fédérale de 1995 pour intensifier la répression contre l'alcool circulant dans l'économie souterraine. Enfin, la mise sur pied du *Service fédéral de régulation du marché de l'alcool* en 2008 et du système *EGAIS* en 2016, achève de placer l'entièreté du marché russe des spiritueux sous contrôle du gouvernement. Dès 2006, les heures d'ouverture des magasins vendant de l'alcool deviennent la prérogative des autorités régionales alors que 2012 conjugue augmentation de 22% en accises et interdiction nationale de « toute vente de boisson alcoolique à partir de 23h en complément des prérogatives régionales » (Korotayev & Khaltourina, 2015).

Ces efforts portent leurs fruits : dans un rapport publié en 2019, l'Organisation mondiale de la santé relate carrément une *success story* russe : elle estimait que la consommation d'alcool avait baissé de 43% entre 2003 et 2016, faisant des Russes des buveurs plus modérés que les Allemands et les Français, et que l'espérance de vie, *ipso facto*, avait atteint un taux historiquement élevé, malgré un écart entre sexes toujours important (78 ans pour les femmes contre 68 pour les hommes) (OMS, 2019). Même si le *samogon* distillé artisanalement meut toujours l'économie souterraine, une presque « révolution culturelle » (Vitkine, 2019) a effectivement eu lieu et le traditionnel *zapoï*, autrefois banalisé et reflet de « l'indicible spleen de l'âme russe » (Nougayrède, 2005), semble bien appartenir, en partie du moins, au passé.

3.4 Un président égérie

Vladimir Poutine, le premier, promeut le modèle d'un *homo russicus* se distinguant par un mode de vie sain. Devant les caméras, il se donne régulièrement en représentation, tantôt en kimono à exhiber son huitième dan, tantôt torse-nu dans les steppes sibériennes muni d'un fusil de chasse, tantôt sur des patins à frapper le palet lors d'un match amical de hockey sur glace retransmis en *prime time* à la télévision nationale. Une façon pour le président de façonner sa marque de *mâle absolu* (Jégo, 2014) et de transmettre son goût de la discipline. Cette image d'homme fort, sobre et intègre, il la peaufine d'ailleurs en déclarant ici et là qu'il ne boit et ne fume pas, ajoutant que c'est « sa passion rédemptrice pour les arts martiaux qui lui avait permis de canaliser son énergie et de trouver paix intérieure et discipline » (Kozovoï, 2000). En 2000, il écrivait de sa jeunesse passée « dans une *kommounalka* de Léningrad à se battre avec les autres gamins de la cour » qu'en réalité, il était « une racaille qui ne sait pas ce que la vie lui aurait réservé sans le sport » (Poutine, in Jégo, op. cit.).

La biographie de V. Poutine sur le site officiel du Kremlin lui offre une fois encore une tribune en ode au sport, assimilé à la politique : « le judo enseigne la maîtrise de soi, la capacité de sentir le moment, les forces et les faiblesses de l'adversaire, et de lutter. Vous conviendrez que ce sont des aptitudes essentielles en politique » (dans Aubin, 2019). Michel Eltchaninoff (2017) abonde dans ce sens : « sa stratégie consiste à profiter de la faiblesse de son adversaire jusqu'à le faire trébucher ». Des « prises de judo

diplomatiques » qui lui auraient été cruciales dans ses relations personnelles nouées avec des chefs d'État de la trempe de Silvio Berlusconi (« un fêtard dont Poutine s'est servi comme allié en Europe en flattant son côté jouissif »), Nicolas Sarkozy (fortement secoué devant les journalistes, « qui le crurent ivre », après un entretien avec son homologue russe, lequel lui aurait *intimé* de ne plus évoquer de « sujets qui fâchent »), ou Angela Merkel (qui a la phobie des chiens et que V. Poutine déstabilise sous les flashes des caméras en lui présentant son labrador noir). De ces *mind games*, probable héritage de ses années au sein des services secrets soviétiques où l'on enseigne « le sang-froid, l'art de la dissimulation, de la mise en scène, sans oublier le double, voire le triple langage » (Fedorevski, 2017), le président russe filait même la métaphore suivante au sortir de rencontres avec George W. Bush : « en politique, comme en sport, la compétition est omniprésente » (cité par Harnden, 2007). Son entraîneur de judo, qui l'a entraîné pendant quinze ans et est devenu pour lui « un deuxième père » à la mort de ses parents, avait été l'une des premières personnes reçues au Kremlin par V. Poutine en 2000. La mort de l'ancien mentor, en 2013, avait d'ailleurs été documentée de près par les journalistes et relayée par toutes les agences de presse officielles du Kremlin (The Moscow Times, 2013).

Sacralisé, le corps de Vladimir Poutine participe d'un culte de personnalité et se retrouve sur « des tee-shirts, matriochkas, des tapis, des tasses, des calendriers, des ballons » (Jégo, op. cit.) qui ornent les « échoppes remplies de produits dérivés » (Aubin, 2019). Le physique galbé du président est aussi célébré en top des *charts* russes en 2002 dans la chanson « Un type comme Poutine » du groupe musical *Païouchie vmieste*, dont le nom rappelle étrangement celui de l'organisation estudiantine pro-Poutine en vogue à l'époque, *Idouchie vmieste*. Qui sait si ce fut le couplet « J'en veux un comme Poutine, sobre et plein de force » qui permit au groupe de truster les antennes de radio pendant plusieurs mois, alors qu'il n'avait, jusqu'à la sortie de ce *hit*, jamais été mentionné dans la presse, ni même publié d'autre chanson (Aris, 2002)...

2027-2036, bis repetita du doublet 2014-2018 ?

De Salt Lake City 2002 à Pékin 2022, Vladimir Poutine n'aura eu de cesse de se servir du sport pour à la fois exalter le nationalisme de ses concitoyens et séduire sur la scène internationale. Deux décennies faites de tendances antagoniques : au bal des succès absolus de *soft power* que constituent l'organisation à répétition de compétitions sportives de grande ampleur et des résultats sportifs de haut vol, se sont opposés les scandales de dopage d'État révélés au grand jour dès 2016, et la mise au ban temporaire de la Russie par le CIO. Des accrocs venus sanctionner l'hubris poussant la Russie à s'aventurer sur le terrain glissant des substances interdites mais qui ne l'empêcheront pas de faire figure de prétendante sérieuse à l'accueil de la Coupe du monde 2027 de rugby (ce serait une première) et, surtout, des Jeux olympiques d'été de 2036 à Saint-Petersbourg. Comme un symbole, c'est précisément cette année-là que V. Poutine pourrait raccrocher les crampons, après la remise à zéro en 2020 des compteurs de la Constitution russe lui permettant de briguer deux mandats présidentiels supplémentaires. Conclure un potentiel cycle de plus de trois décennies au pouvoir en

faisant étalage une dernière fois du retour de la Russie au premier plan sur l'échiquier international, ceci dans sa natale Venise de la Baltique et capitale des tsars, serait assurément de bon goût. Mais rien ne presse : entre temps, le président russe assistera à la cérémonie d'ouverture des JO où il signera une série d'accords sur l'énergie et accordera les partitions sur les relations avec les États-Unis et l'OTAN dans le cadre de la crise ukrainienne. L'apolitisme sportif, éternel vœu pieu de Pierre de Coubertin, aura rarement aussi mal porté son nom.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies

- Aubin, L. (2021). *La sportokratura sous Vladimir Poutine : Une géopolitique du sport russe*. BREAL.
- Boniface, P. (2018). *L'empire foot : Comment le ballon rond a conquis le monde* (Armand Colin).
- Cheliagina, S. (2016). *La diplomatie sportive de la Russie au début du 21e siècle (Sportivnaâ diplomatiâ v načale XXI veka)* [Université d'État de Saint-Pétersbourg].
- Dufraisse, S. (2019). *Les héros du sport : Une histoire des champions soviétiques (années 1930-années 1980)*. Champ Vallon.
- Genté, R., & Jallot, N. (2018). *Futbol : Le ballon rond de Staline à Poutine, une arme politique*. Allary éditions.
- Kastoueva-Jean, T. (2018). *La Russie de Poutine en 100 questions*. Tallandier.
- Laget, S., & Lagrue, P. (2015). *Le Siècle olympique. Les Jeux et l'Histoire*. Athènes, 1896 – Londres, 2012. Encyclopaedia Universalis.

Articles académiques

- Andreff, W. (2007). *Dérives financières : Une remise en cause de l'organisation du sport*. *Finance & Bien Commun*, 26(1), 27-35.
- Aubin, L. (2019). *Qui contrôle le sport en Russie ? Étude de la sportokratura à l'ère de Vladimir Poutine (2000-2019)*. *Revue internationale et stratégique*, 114(2), 105-116.
- Audinet, M. (2017). *Quel soft power pour la Russie ? Les grands dossiers de diplomatie*, n°40.
- Babich, K. (2020). *Conflicts and Militarization of Education: Totalitarian Institutions in Secondary Schools and in the System of Extracurricular Education in Russia (Part 4)*. Caucasus Edition.
- Barr, M., Feklyunina, V., & Theys, S. (2015). *Introduction: The Soft Power of Hard States*. *Politics*, 35(3-4), 213-215.
- Bourg, J. & Gouguet, J. (2012). *IV. L'économie du sport dans les pays en transition : l'exemple de la Russie*. Dans : Jean-François Bourg éd., *Économie du sport* (pp. 79-92). Paris : La Découverte.
- Condé, P. (2009). *La crise en Russie*. Diploweb.
- Depretto, J.-P. (1982). *La réalité du stakhanovisme ou Stakhanov par lui-même*. *Revue des études slaves*, 54(3), 337-353.
- Duchâteau, M. (2019). *La radio, un vecteur du soft power russe en Asie centrale ? Regard sur l'est*.
- Fan, Y. (2008). *Soft power: Power of attraction or confusion? Place Branding and Public Diplomacy*, 4(2), 147-158.
- Fedor, J., Kangaspuro, M., Lassila, J., & Zhurzhenko, T. (Éds.). (2017). *War and Memory in Russia, Ukraine and Belarus*. Springer International Publishing.
- Jargin, S. V. (2010). *On the Causes of Alcoholism in the Former Soviet Union*. *Alcohol and Alcoholism*, 45(1), 104-105. <https://doi.org/10.1093/alcalc/agg082>
- Khaltourina, D., & Korotayev, A. (2015). *Effects of Specific Alcohol Control Policy Measures on Alcohol-Related Mortality in Russia from 1998 to 2013*. *Alcohol and Alcoholism*, 50(5), 588-601. <https://doi.org/10.1093/alcalc/agg042>
- Kozovoï, A. (2017). *Poutine I (2000-2008)*. In *Russie, réformes et dictatures* (p. 421-495). Perrin; Cairn.info.
- Laruelle, M. (2019). *Les milices russes et leur utilisation à l'intérieur et à l'étranger*. *Russie.Nei.Visions*, 113. IFRI, Paris.

- Loukianov, F. (2013). Les paradoxes du soft power russe. *Revue internationale et stratégique*, 92(4), 147-156.
- Mikirtichan, G. (2014). N.A. Semashko and his role in the development of the soviet system for the protection of motherhood and infancy. Saint-Petersburg State Pediatric Medical University.
- Mongrenier, J. (2016). Poutine et la mer. *Forteresse « Eurasie » et stratégie océanique mondiale. Hérodote*, 163, 61-85.
- Nougayrède, N. (2005). Les oligarques et le pouvoir : La redistribution des cartes. *Pouvoirs*, 112(1), 35-48.
- Nye, J. (2017). Information warfare versus soft power. *The Strategist*.
- Nye, J. (2021). Soft power: the evolution of a concept. *Journal of Political Power*, 196-208.
- Orttung, R. (2018). Using the Olympics for Political Gain: Russia and South Korea Compared. *Russian Analytical Digest*.
- Riordan, J. (1993). Rewriting Soviet Sports History. *Journal of Sport History*, 20(3), 247–258.
- Roche, M. (2000). *Mega-events and modernity: Olympics and expos in the growth of global culture*. Routledge.
- Rusakova, O., & Korneeva, A. (2016). Sport as the scope of « soft » and « hard » power of political influence (Sport kak sfera primeneniâ «mâgkoj» i «žestkoj» sil političeskogo vliâniâ). 5(Nº 5A), 195-207.
- The Lancet. (2019). Russia's alcohol policy: A continuing success story. *The Lancet*, 394(10205), 1205.
- Tiido, A. (2018). The Russian language as a soft power tool: The construction of national identity by the Kremlin. Estonian Foreign Policy Institute.
- Wigell, M. (2016). Conceptualizing regional powers' geoeconomic strategies: Neo-imperialism, neo-mercantilism, hegemony, and liberal institutionalism. *Asia Europe Journal*, 14(2), 135-151.

Déclarations et documents officiels

- Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. (2010). Principales orientations de la politique de la Fédération de Russie dans le domaine de la coopération culturelle et humanitaire internationale (Osnovnye napravleniâ politiki Rossijskoj Federacii v sfere meždunarodnogo kul'turno-gumanitarnogo sotrudničestva).
- Ministère du sport de la Fédération de Russie. (2019). Stratégie de développement de la culture physique et du sport dans la Fédération de Russie jusqu'en 2020 (Strategiâ razvitiâ fizičeskoj kul'tury i sporta na period do 2020 goda).
- Poutine, V. (2002). Mots d'introduction de la rencontre avec la délégation olympique russe (Vstupitel'noe slovo na vstreče s členami olimpijskoj sbornoj Rossii).
- Poutine, V. (2005). Adresse à l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie (Poslanie Federal'nomu Sobraniû Rossijskoj Federacii).
- Russia—Sports Power (Rossiia – sportivnaia derzhava), 2021. (s. d.). Consulté 23 mars 2021, à l'adresse <http://www.rsd-forum.ru/>
- Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation. (2013). Concept of the Foreign Policy of the Russian Federation—The Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation—Approved by President of the Russian Federation V. Putin on 12 February 2013 (Konceptciâ vnešnej politiki Rossijskoj Federacii(utverždena Prezidentom Rossijskoj Federacii V.V. Putinym 12 fevralâ 2013 g.)).
- World Health Organization (2019). Alcohol Policy Impact Case Study. The effects of alcohol control measures on mortality and life expectancy in the Russian Federation. Copenhagen: WHO Regional Office for Europe; 2019.

Presse [en ligne]

- Aris, B. (2002, 23 août). Mystery pop group sings Putin's praises. *The Telegraph*.
- Galeotti, M. (2018, 23 mars). Gangster's paradise: How organised crime took over Russia. *The Guardian*.
- Harnden, T. (2007, 2 juillet). Bush pushes the boat out to welcome Putin. *The Telegraph*.

- Jégo, M. (2014, 24 janvier). Poutine, le mâle absolu. Le Monde.
- Pechkova, A. (2014, 24 mars). Poutine restaure la santé du peuple (Putin vozvršaet zdorovyh lûdej). Gazeta.
- Poutine, V. (2008). Le Premier ministre russe accuse les médias occidentaux d'être biaisés (Rossijskij prem'er obvinil zapadnye SMI v predvzâtosti). Vesti.
- Putin Mourns Judo Coach He Considered « Mentor ». (2013, 11 août). The Moscow Times.
- Robert, A. (2017, 11 juillet). Phobie, intimidation et « micro-humiliation » : comment Poutine gère ses relations avec les chefs d'Etat étrangers. LesInrocks.
- Starikhova, M. (2019, 30 octobre). Le fusil automatique Kalashnikov rentre à l'école (Avtomat Kalašnikova vozvršaetsâ v školu). Kommersant.
- Vitkine, B. (2019, 29 novembre). Comment la Russie de Poutine a fait chuter l'alcoolisme. Le Monde.
- Voronov, A. (2015, 9 avril). Des normes GTO pour les gouverneurs (Gubernatoram zasčitaût normy GTO). Komersant.